

Jean-Jacques BERTRAND

Expert-Comptable Diplômé

Inscrit au Tableau de l'Ordre
de la Région de Lyon Rhône-Alpes

Commissaire aux Comptes
Membre de la Compagnie Régionale de Lyon

865 Chemin des Lazaristes
01000 SAINT DENIS LES BOURG

Tél. 04.74.21.60.56
Télécopie : 04.74.21.43.37
Adresse e-mail : jbertrand@fecra.fr

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2023

Raison sociale : AIN APPUI

Forme juridique : Association

Siège social : 244 A, rue du Point du Jour
01000 SAINT DENIS LES BOURG

SIREN : 915 028 468

Sommaire :

- RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS
EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2023
- BILAN ACTIF
- BILAN PASSIF
- COMPTE DE RESULTAT
- ANNEXE

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS
Exercice clos le 31 décembre 2023**

A l'assemblée générale de l'Association AIN APPUI

OPINION

En exécution de la mission qui m'a été confiée par votre assemblée générale, j'ai effectué l'audit des comptes annuels de l'association AIN APPUI relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Je certifie que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de votre entité à la fin de cet exercice.

FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

J'ai effectué mon audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. J'estime que les éléments que j'ai collectés sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion.

Les responsabilités qui m'incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

J'ai réalisé ma mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui me sont applicables, sur la période du 1^{er} Janvier 2023 à la date d'émission de mon rapport, et notamment je n'ai pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, j'attire votre attention sur les points suivants exposés dans les notes de l'annexe des comptes annuels :

- la note 1 sur l'objet social ;
- la note 2 sur la nature et le périmètre des activités ou missions sociales réalisées ;
- la note 3.1. sur les faits caractéristiques postérieurs à la clôture.

JUSTIFICATION DES APPRÉCIATIONS

Dans un contexte complexe et évolutif, et en application des dispositions des articles L. 821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de mes appréciations, je vous informe que **les appréciations les plus importantes auxquelles j'ai procédé, selon mon jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes, notamment pour ce qui concerne les disponibilités et les fonds propres associatifs.**

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de mon opinion exprimée ci-avant. Je n'exprime pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

VERIFICATION DU RAPPORT MORAL DU PRESIDENT, DU RAPPORT FINANCIER DU TRESORIER ET DES AUTRES DOCUMENTS ADRESSES AUX MEMBRES DE L'ASSOCIATION AIN APPUI.

J'ai également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Je n'ai pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport moral du Président, dans le rapport financier du Trésorier et dans les autres documents adressés aux membres sur la situation financière et les comptes annuels.

RESPONSABILITÉS DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT DE L'ENTITÉ RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'entité ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Trésorier et le bureau.

RESPONSABILITÉS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES À L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il m'appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Mon objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives.

L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative.

Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, ma mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Saint Denis les Bourg, le 27 Mai 2024



Jean-Jacques BERTRAND
Commissaire aux Comptes
Membre de la CRCC de Lyon

AIN APPUI

Actif		Au 31/12/2023			Au 31/12/2022
		Montant brut	Amort. ou Prov.	Montant net	
Actif immobilisé	Immobilisations incorporelles	Frais d'établissement Frais de recherche et développement Donations temporaires d'usufruit Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires ⁽¹⁾ Immobilisations incorporelles en cours Avances et acomptes	1 740	1 740	
		TOTAL	1 740	1 740	
	Immobilisations corporelles	Terrains Constructions Inst. techniques, mat.out. industriels Immobilisations corporelles en cours Avances et acomptes	161 930	113 020	48 909
		TOTAL	161 930	113 020	48 909
	Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
	Immobilisations financières ⁽²⁾	Participations et créances rattachées Autres titres immobilisés Prêts Autres	5 102 5 300	5 102 5 300	152 4 600
		TOTAL	10 402	10 402	4 752
	Total I	174 073	114 760	59 312	72 159
	Actif circulant	Stocks et en cours			
	Créances ⁽³⁾	Créances clients, usagers et comptes rattachés Créances reçues par legs ou donations Autres	1 546 59 662	1 546 59 662	1 125 94 791
		TOTAL	61 208	61 208	95 916
	Divers	Valeurs mobilières de placement Instruments de trésorerie Disponibilités Charges constatées d'avance ⁽⁴⁾	1 493 434 6 650	1 493 434 6 650	1 462 099 7 232
	Total II	1 561 293		1 561 293	1 565 248
Frais d'émission des emprunts III					
Primes de remboursement des emprunts IV					
Ecart de conversion Actif V					
TOTAL DE L'ACTIF (I+II+III+IV+V)		1 735 367	114 760	1 620 606	1 637 407
Renvois	(1) Dont droit au bail (2) Part à moins d'un an (brut) des immobilisations financières (3) et (4) Dont à plus d'un an (brut)				

J.-J. BERTRAND

Commissaire aux Comptes

865 chemin des Lazaristes - CS 70040

01002 SAINT-DENIS LES BOURG CEDEX

AIN APPUI

Passif		Au 31/12/2023	Au 31/12/2022
Fonds propres	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires	89	89
	Fonds propres complémentaires		
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Écarts de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles	195 734	195 734
	Réserves pour projet de l'entité	159 646	159 646
	Autres		
	<i>Dont réserves des Activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>		
	Report à nouveau	761 226	769 666
	<i>Dont Report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	253 820	335 417
	Résultat de l'exercice (Excédents ou Déficits)	-75 406	-8 439
	<i>Dont activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	-48 255	-81 596
	Situation nette (sous-total)	1 041 290	1 116 697
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement	4 676	7 791
	Provisions réglementées	42 786	42 786
Total I		1 088 753	1 167 275
Autres fonds propres	Montant des émissions de titres participatifs		
	Avances conditionnées		
Total I bis			
Fonds dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés		8 538
Total II			8 538
Provisions	Provisions pour risques	32 076	
	Provisions pour charges	28 119	17 989
Total III		60 195	17 989
Dettes	Emprunts obligataires et assimilés		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit ⁽¹⁾		
	Emprunts et dettes financières diverses ⁽²⁾		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	33 856	60 949
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	324 788	261 275
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes	11 621	15 290
	Instruments de trésorerie		
	Produits constatés d'avance	101 391	106 089
Total IV		471 657	443 604
Écart de conversion Passif V			
TOTAL DU PASSIF (I+I bis+II+III+IV+V)		1 620 606	1 637 407
Renvois	(1) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques (2) Dont emprunts participatifs		

AIN APPUI

		Du 01/01/2023 Au 31/12/2023 12 mois	Du 01/07/2022 Au 31/12/2022 6 mois
Produits d'exploitation	Cotisations	17 260	8 730
	Ventes de biens et services		
	Ventes de biens		
	<i>dont ventes de dons en nature</i>		
	<i>dont ventes de biens relatives aux activités sociales et médico-sociales</i>		
	Ventes de prestations de service	4 701	1 300
	<i>dont parrainages</i>		
	<i>dont ventes de prestations de service relatives aux activités sociales et médico-sociales</i>	4 323	1 125
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	1 937 268	907 837
	<i>dont contributions financières des autorités de tarification relatives aux activités sociales et médico-sociales</i>	1 937 268	907 837
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels		
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
Charges d'exploitation	Contributions financières	507	0
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	15 898	29 579
	Utilisations des fonds dédiés	8 538	12 080
	Autres produits	5	6
	TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION I	1 984 179	959 533
	Achats de marchandises		
	Variation de stocks		
	Autres achats et charges externes ⁽¹⁾	366 091	228 972
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés	119 632	26 029
	Salaires et traitements	1 118 189	610 992
	Charges sociales	431 544	158 147
	Dotations aux amortissements et aux dépréciations	20 652	12 319
	Dotations aux provisions	42 244	1 286
	Reports en fonds dédiés		
	Autres charges	15 678	4 909
	TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION II	2 114 033	1 042 656
1. Résultat d'exploitation (I-II)		-129 854	-83 122

J.-J. BERTRAND
Commissaire aux Comptes
 865 chemin des Lazaristes - CS 70040
 01002 SAINT-DENIS LES BOURG CEDEX

AIN APPUI

		Du 01/01/2023 Au 31/12/2023 12 mois	Du 01/07/2022 Au 31/12/2022 6 mois
Produits financiers	De participations D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé Autres intérêts et produits assimilés Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges Différences positives de change Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	21 110	3 455
	TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS III	21 110	3 455
Charges financières	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions Intérêts et charges assimilées Différences négatives de change Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
	TOTAL DES CHARGES FINANCIERES IV		
2. Résultat financier (III-IV)		21 110	3 455
3. Résultat courant avant impôt (I-II+III-IV)		-108 744	-79 667
Produits exceptionnels	Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	31 585 3 115	75 056 2 217
	TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS V	34 701	77 274
Charges exceptionnelles	Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		5 417
	TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES VI		5 417
4. Résultat exceptionnel (V-VI)		34 701	71 856
Participation des salariés aux résultats VII			
Impôts sur les bénéfices VIII		1 364	629
Total des produits (I + III + V)		2 039 991	1 040 263
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)		2 115 397	1 048 703
EXCÉDENT OU DÉFICIT		-75 406	-8 439
<i>dont activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>		<i>-48 255</i>	<i>-81 596</i>
Évaluation des contributions volontaires en nature			
Contributions volontaires en nature			
Dons en nature			
Prestations en nature			
Bénévolat		12 060	5 205
Total		12 060	5 205
Charges des contributions volontaires en nature			
Secours en nature			
Mises à disposition gratuite de biens			
Prestations en nature			
Personnel bénévole		12 060	5 205
Total		12 060	5 205



KPMG ESC & GS
Expertise Comptable, Gestion Sociale, Conseil
24 boulevard Jules Ferry
01005 Bourg-en-Bresse Cedex
Téléphone : +33 (0)4 74 50 31 80
Télécopie : +33 (0)4 74 23 53 05
Site internet : www.kpmg.fr

Association AIN APPUI

Annexe aux comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2023
Montants exprimés en EUR





Table des matières

1	Objet social	3
2	Nature et périmètre des activités ou missions sociales réalisées	4
3	Faits caractéristiques d'importance significative, de l'exercice et postérieurs à la clôture	5
3.1	Faits caractéristiques de l'exercice	5
3.2	Faits caractéristiques postérieurs à la clôture	5
3.2.1	Déménagement de l'association	5
4	Principes et méthodes comptables	6
4.1	Principes généraux	6
4.1.1	Changement de méthode comptable	6
4.1.2	Changements d'estimation	6
4.1.3	Corrections d'erreurs	6
4.2	Dérogations	7
4.3	Principales méthodes comptables	7
5	Informations relatives aux postes du bilan	8
5.1	Actif immobilisé	8
5.1.1	État de l'actif immobilisé (brut)	8
5.1.2	Amortissements de l'actif immobilisé	9
5.2	Actif circulant	10
5.2.1	Créances	10
5.3	Fonds propres	10
5.3.1	Tableau de variation des Fonds propres	10
5.3.2	Report à nouveau dont report à nouveau sous gestion contrôlée	12
5.3.3	L'excédent ou déficit effectif de l'entité gestionnaire	12
5.3.4	Subventions d'investissement	13
5.3.5	Provisions réglementées	13
5.4	Fonds dédiés	14
5.5	Provision pour risques et charges	16
5.5.1	Provisions pour dépréciation des immobilisations	16
5.5.2	Provisions pour engagements de retraite et avantages assimilés	17
5.6	Dettes	18
5.6.1	Dettes financières et autres dettes	18
5.6.2	Précisions sur d'autres dettes	18
6	Informations relatives au Compte de résultat	19
6.1	Résultats par activité ou établissement	19



6.2	Produits du compte de résultat	20
6.2.1	Produits de tiers financeurs	20
6.2.2	Reprises sur dépréciations, provisions et transferts de charges	20
6.3	Contributions et charges des contributions, volontaires en nature (pied du compte de résultat)	21
7	Autres informations et engagements dont opérations et engagements envers les dirigeants	22
7.1	Informations relatives aux dirigeants (rémunérations, avances et crédits alloués, engagements en matière de retraite, pensions...)	22



1 **Objet social**

L'objet social de notre entité est décrit ainsi dans les statuts :

L'association a pour objet de prévenir, accueillir, informer, orienter, accompagner, les personnes concernées par une perte d'autonomie ponctuelle ou permanente, les familles et les professionnels vers des solutions adaptées. Elle coordonne leurs parcours de vie dans le respect du libre choix et de la dignité en interne et/ou relais avec les acteurs et ressources du territoire.

L'association accompagne le parcours des personnes dans le champ du sanitaire, du social et du médico-social. Elle intervient à l'échelle du département de l'Ain à la demande des usagers et/ou des professionnels. Elle participe à la prévention, à la réflexion et à l'action publique de son domaine.

Elle innove et développe des actions sur la base d'un diagnostic de son territoire en s'appuyant sur :

- Une analyse approfondie des besoins et de l'environnement ;
- Une concertation forte et la coordination des parcours avec les acteurs ;
- Une évaluation permanente de son action ;
- L'information des professionnels comme du grand public ;
- L'accompagnement et la formation des professionnels.

Elle peut gérer un ou plusieurs dispositifs, financés par les pouvoirs publics ou par des dispositifs privés à but non lucratif.

L'association peut adhérer à des structures départementales, régionales ou nationales en lien avec son objet.



2 Nature et périmètre des activités ou missions sociales réalisées

L'association regroupe plusieurs dispositifs au service des personnes et des professionnels du territoire :

- Dispositif d'Appui à la Coordination de l'Ain : Le DAC vient en appui aux professionnels de santé et médico-sociaux faisant face à des situations complexes liées notamment à des personnes cumulant diverses difficultés. Il permet d'apporter des réponses adaptées et coordonnées entre les professionnels, quels que soient la pathologie, l'âge de la personne qu'ils accompagnent ou la complexité de son parcours de santé. Le DAC peut répondre aux demandes des personnes et de leurs proches pour faciliter leur parcours en apportant une réponse coordonnée à l'ensemble de leurs besoins.
- CLIC Bassin Burgien : Le CLIC s'adresse à toute personne de plus de 60 ans et à son entourage, aux aidants à la recherche d'information ou ayant besoin d'être aidés dans certaines démarches. C'est un lieu d'accueil, d'écoute et d'information, un lieu de coordination et de concertation, un lieu ressource pour les professionnels et les élus.
- Dispositif Incurie : L'objectif est de faciliter la coordination territoriale des professionnels ou structures intervenant auprès de personnes en situation Incurie. Trois missions sont confiées au dispositif Incurie :
 - Développer un maillage et une dynamique de coopération territoriale ;
 - Informer, sensibiliser sur la problématique d'incurie et les modes d'intervention ;
 - Venir en appui aux acteurs pour la prise en charge des situations d'incurie.
- Cellule de prévention : la Cellule de prévention des situations de détresse de la personne âgée s'adresse à toute personne de plus de 60 ans. Ses missions sont la prévention de la dépression et du suicide de la personne âgée, de l'aidant, le conseil et l'aide pour l'entourage, les personnes et les professionnels, et les actions de sensibilisation et de formation pour un meilleur repérage des situations de détresse.



3 Faits caractéristiques d'importance significative, de l'exercice et postérieurs à la clôture

3.1 Faits caractéristiques de l'exercice

Aucun fait caractéristique d'importance significative n'est à signaler à la clôture de l'exercice.

3.2 Faits caractéristiques postérieurs à la clôture

3.2.1 Déménagement de l'association

L'association AIN APPUI est organisée autour de 3 établissements :

- 11 rue Aristide Briand 01000 Bourg-en-Bresse (siège social)
- 33 rue de l'Europe 01960 Péronnas
- 10 rue de l'Orme 01100 Oyonnax

Il est prévu au courant du mois de février 2024 le déménagement des établissements de Bourg-en-Bresse et Péronnas, pour regroupement au sein d'un établissement et lieu commun, sur la commune de Saint-Denis-les-Bourg, qui deviendra ainsi le siège social de l'association.
Pas de changement à noter sur l'établissement d'Oyonnax.



4 Principes et méthodes comptables

4.1 Principes généraux

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissements et de présentation des comptes annuels.

Les comptes annuels de notre entité pour cet exercice clos ont été arrêtés conformément aux dispositions du code de commerce, aux dispositions spécifiques applicables du règlement ANC 2018-06 (modifié par le règlement ANC 2020-08) et, à défaut d'autres dispositions spécifiques, à celles du règlement ANC 2014-03 relatif au plan comptable général.

Compte tenu de ses activités réalisées dans le secteur médico-social, l'association applique, en complément, le règlement ANC 2019-04.

La présentation des comptes est conforme à l'arrêté du 15 décembre 2020 relatif au plan comptable applicable aux établissements et services privés sociaux et médico-sociaux relevant du I de l'article L312-1 du code de l'action sociale et des familles.

4.1.1 *Changement de méthode comptable*

Notre entité n'a constaté aucun changement de méthode comptable.

4.1.2 *Changements d'estimation*

Notre entité n'a constaté aucun changement d'estimation.

4.1.3 *Corrections d'erreurs*

Notre entité n'a constaté aucune correction d'erreur significative.



4.2 Dérogations

Notre entité n'a pratiqué aucune dérogation aux règles comptables applicables.

4.3 Principales méthodes comptables

Notre entité utilise les méthodes comptables explicites applicables.

Les comptes présentés appliquent les méthodes « de référence » suivantes qualifiées ainsi par le règlement 2014-03 :

- Le provisionnement des engagements en matière de pensions, de compléments de retraite, d'indemnités et versements similaires conformément à l'article 324-1 ;
- La comptabilisation à l'actif des coûts de développement et des frais de création de sites internet conformément aux articles 212-3 et 612-1 ;
- La comptabilisation à l'actif des droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition de l'actif conformément aux articles 213-8, 213- 22, 221-1 et 222-1.

Les comptes présentés appliquent les méthodes « optionnelles » suivantes parmi celles proposées ainsi par le règlement 2014-03 :

- Les subventions d'investissement en application des articles 312-1.



5 Informations relatives aux postes du bilan

Un actif est un élément identifiable du patrimoine ayant une valeur économique positive pour l'entité, c'est-à-dire un élément générant une ressource que l'entité contrôle du fait d'événements passés et dont elle attend des avantages économiques futurs ou un potentiel lui permettant de fournir des biens ou services à des tiers conformément à sa mission ou à son objet.

A leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, les biens reçus à titre gratuit sont comptabilisés à l'actif en les estimant à leur valeur vénale.

5.1 Actif immobilisé

A leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, la valeur des actifs est déterminée dans les conditions suivantes :

- Les actifs acquis à titre onéreux sont comptabilisés à leur coût d'acquisition ;
- Les actifs produits par l'entité sont comptabilisés à leur coût de production ;
- Les actifs acquis à titre gratuit sont comptabilisés à leur valeur vénale ;
- Les actifs acquis par voie d'échange sont comptabilisés à leur valeur vénale.

Les subventions obtenues le cas échéant pour l'acquisition ou la production d'un bien (actif non financier) sont sans incidence sur le calcul du coût des biens financés.

5.1.1 État de l'actif immobilisé (brut)

Situations et mouvements	A	B	C	D
Rubriques	Valeur brute à l'ouverture de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Valeur brute à la clôture de l'exercice
Immobilisations incorporelles	1 740	-	-	1 740
Immobilisations corporelles	159 776	2 155	-	161 931
Immobilisations financières	4 753	5 650	-	10 403
Total	166 269	7 805	-	174 074

J.-J. BERTRAND
Commissaire aux Comptes
865 chemin des Lazaristes - CS 70040
01002 SAINT-DENIS LES BOURG CEDEX



5.1.2 Amortissements de l'actif immobilisé

Situations et mouvements	A	B	C	D
Rubriques	Amortissements cumulés au début de l'exercice	Augmentations : dotation de l'exercice	Diminutions d'amortissements de l'exercice	Amortissements cumulés à la fin de l'exercice
Immobilisations incorporelles	1 740	-	-	1 740
Immobilisations corporelles	92 369	20 652	-	113 021
Immobilisations financières	-	-	-	-
Total	94 109	20 652	-	114 761

J.-J. BERTRAND
Commissaire aux Comptes
865 chemin des Lazaristes - CS 70040
01002 SAINT-DENIS LES BOURG CEDEX

5.2 Actif circulant

5.2.1 Créances

ÉTAT DES CRÉANCES		Montant brut	À 1 an au plus	À plus d'1 an
DE L'ACTIF IMMOBILISÉ	Créances rattachées à des participations			
	Prêts			
	Autres	5 300		5 300
DE L'ACTIF CIRCULANT	Créances clients et comptes rattachés	1 546	1 546	
	Autres	59 662	59 662	
Charges constatées d'avance		6 650	6 650	
TOTAL		73 158	67 858	5 300
Prêts accordés en cours d'exercice				
Remboursements obtenus en cours d'exercice				

5.3 Fonds propres

Une ressource destinée à renforcer les fonds propres à raison d'une stipulation du tiers financeur, du testateur ou du donateur le cas échéant, est comptabilisée en fonds propres avec ou sans droit de reprise.

5.3.1 Tableau de variation des Fonds propres

Le tableau suivant défini par l'article 431-5 du règlement n°2018-06 se substitue à l'ensemble des informations demandées dans l'article 833-11 du règlement ANC n°2014-03 relatif au plan comptable général.





Association AIN APPUI
Annexe aux comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2023

Variation des fonds propres	À l'ouverture de l'exercice		Affectation du résultat		Augmentation		Diminution ou Consommation		A la clôture de l'exercice	
	Montant		Montant		Montant		Montant		Montant	
Fonds propres sans droit de reprise	90								90	
Fonds propres avec droit de reprise	-								-	
Ecart de réévaluation	-								-	
Réserves	355 381								355 381	
Dont réserves des activités sociales et médico sociales sous gestion contrôlée	-								-	
Report à nouveau	769 666		8 440						761 226	
Dont report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée	335 417		81 597						253 820	
Excédent ou déficit de l'exercice	8 440		8 440				75 407		75 407	
Dont résultat des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée	81 597		81 597				48 256		48 256	
Situation nette	1 116 697		-		-		75 407		1 041 290	
Fonds propres consommables	-								-	
Subventions d'investissement	7 792						3 116		4 676	
Provisions réglementées	42 787								42 787	
TOTAL	1 167 276		-		-		78 523		1 088 753	



5.3.2 Report à nouveau dont report à nouveau sous gestion contrôlée

En tant qu'entité gestionnaire il est comptabilisé dans des comptes spécifiques de report à nouveau, le résultat de l'activité sociale et médico-sociale **sous gestion contrôlée** de ces établissements ajusté des deux éléments suivants :

- Les charges et les produits des établissements dont la prise en compte par l'autorité de tarification est différée ;
- Les charges des établissements rejetées par l'autorité de tarification, conformément aux dispositions de l'article R. 314-52 ou de l'article R. 314-236 du code de l'action sociale et des familles et dont le rejet est contesté par l'entité dans le cadre d'un recours.
- Lorsque les recours sont épuisés, les charges des établissements rejetées par l'autorité de tarification sont affectées dans le compte de report à nouveau général de l'entité.

Avant répartition du résultat de l'exercice		
Nature du report	Débit	Crédit
Report à nouveau des activités propres de l'entité (acquis à l'entité)	17 065	524 471
Report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée :		
• Charges et produits dont la prise en compte est acceptée		253 820
• Charges rejetées, rejet objet d'un recours		
• Charges et produits dont la prise en compte est différée		
Solde		761 226

5.3.3 L'excédent ou déficit effectif de l'entité gestionnaire

Tableau de détermination du résultat effectif global de l'entité	Exercice N
Résultat comptable	- 75 406
Reprises du résultat antérieur (en + ou -)	
= Excédent ou déficit effectif global	- 75 406
Dont résultat effectif sous gestion propre	- 27 151
Dont résultat effectif sous gestion contrôlée	- 48 255



5.3.4 Subventions d'investissement

Les subventions d'investissements sont des ressources à caractère durable, des ressources stables permettant de financer les investissements nécessaires aux activités de l'entité et d'alimenter sa trésorerie.

Notre entité a choisi de reprendre dans le résultat au rythme de l'amortissement de la quote-part des biens ainsi financés, la subvention d'investissement comptabilisée en fonds propres lors de son octroi, seul le montant net de la subvention étant présentée au bilan (traitement comptable appliqué rétrospectivement dès le 1^{er} exercice ouvert à compter du 1^{er} janvier 2020 aux subventions affectées à des biens renouvelables).

Tableau des subventions d'investissements

	Solde à l'ouverture de l'exercice (1)	Variations de l'exercice		Solde à la clôture de l'exercice
Subventions d'investissement	Montant global	Augmentation	Diminution	Montant global
Montant nominal	37 679			37 679
Quotes-parts virées au résultat	29 887		3 116	33 003
Montant net en fonds propres	7 792		3 116	4 676

5.3.5 Provisions réglementées

Notre entité gestionnaire comptabilise les provisions **réglementées** suivantes lorsqu'elles sont pratiquées dans le compte administratif de nos ESSMS gérées :

La provision pour couverture du BFR s'élève à 42 786 € au 31 décembre 2023.



5.4 **Fonds dédiés**

Ces sommes sont rapportées au compte de résultat au fur et à mesure de leur utilisation avec pour contrepartie les comptes d'utilisation de fonds dédiés, poste « *Utilisations des fonds dédiés* » dans les Produits au compte de résultat.

L'article 132-1 du règlement n°2019-04 précise que désormais à la clôture de l'exercice, sont comptabilisés en fonds dédiés, si les conditions prévues à l'article 132-1 du règlement ANC n° 2018-06 sont satisfaites et en particulier leur affectation par l'autorité de tarification à un projet défini, les montants non utilisés provenant des contributions accordées par l'autorité de tarification suivantes :

- Les contributions financières pour financer le renouvellement des immobilisations en vertu de l'article D 314-206 du code de l'action sociale et des familles (provision réglementée dans comptes administratifs) ;
- Les autres contributions accordées, au cours de l'exercice ou dans le cadre de la réalisation d'un contrat pluriannuel d'objectif et de moyen, affectées par le financeur (autorité de tarification).

Ces fonds dédiés sont dénommés « *fonds dédiés sur contributions financières des autorités de tarification aux entités gestionnaires d'ESSMS* » et ainsi distingués dans le tableau ci-dessous. Ils fonctionnent selon les modalités prévues aux articles 132-3 à 132-4 du règlement précité.

Variation des fonds dédiés issus de	A l'ouverture de l'exercice (1)	Reports	Utilisation		Transferts	A la clôture de l'exercice	
			Montant global	Dont remboursement		Montant global	Dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Subventions d'exploitations	8 538		8 538			0	0
TOTAL	8 538		8 538			0	0

J.-J. BERTRAND
Commissaire aux Comptes
865 chemin des Lazaristes - CS 70040
91002 SAINT-DENIS LES BOURG CEDEX



5.4.1.1 Subventions d'exploitation

Les sommes inscrites en fonds dédiés correspondent soit à la part non consommée s'il s'agit d'une convention annuelle dont le financeur ne réclame pas la restitution, soit à la part non consommée de la partie rattachée à l'exercice s'il s'agit d'une convention pluriannuelle.

Situations Ressources	Montant total	Au début de l'exercice	Report (Augmentation)	Utilisation (Diminution)	En fin d'exercice
Formation - 2019	9 500	3 240		3 240	0
Prestations dérogatoires – 2018	25 800	21		21	0
Prestations dérogatoires – 2019	25 800	2 350		2 350	0
Prestations dérogatoires – 2020	25 800	877		877	0
Prestations dérogatoires – 2021	25 800	2 050		2 050	0
Prestations dérogatoires – 2022	12 900	0		0	0
Total		8 538		8 538	0





5.5 *Provision pour risques et charges*

5.5.1 *Provisions pour dépréciation des immobilisations*

Une provision pour dépréciation des immobilisations a été constatée dans les comptes 2023 en ce qui concerne les immobilisations qui ne seront pas transférées lors du déménagement ayant lieu courant février 2024 (cf 3.2.1).

La dépréciation a été évaluée sur la base de la VNC des immobilisations concernées à la date du déménagement, soit 35 639 €.

Cette provision a été diminuée de la subvention d'investissements qui reste à courir sur les immobilisations concernées, soit 3 563 €.

La provision ainsi constituée au 31 décembre 2023 s'élève à 32 076 €.



5.5.2 Provisions pour engagements de retraite et avantages assimilés

Engagements retraite	Provisionné	Non provisionné	Total
Indemnités de départ en retraite	28 119		28 119
Engagements de pension à d'anciens dirigeants			
Prise en charge des cotisations mutuelle santé pour des salariés partis en retraite			

Notre entité provisionne (non déductible) ses engagements relatifs aux régimes suivants dont les principales caractéristiques sont précisées ci-après :

- Indemnités de départ à la retraite.

Les provisions sont évaluées et comptabilisées dans le respect de la permanence des méthodes.

Les principales hypothèses actuarielles sont les suivantes à la date de clôture, comparée à l'exercice précédent :

- Age de départ à la retraite présumé : 64 ans ;
- Taux d'actualisation : 3,37 % ;
- Taux d'augmentation annuel des salaires : 1,50 % ;
- Taux de charges sociales : 49 % cadres / 40 % non-cadres ;
- La convention collective applicable est : IDCC 2941 - Aide à domicile, accompagnement, soins et services (BAD).

Concernant la possibilité d'être présent à l'âge de départ en retraite, notre entité utilise pour la prise en compte du turnover (= de la probabilité de démission) : Les statistiques publiées par la DARES pour le secteur d'activité le plus proche (secteur à mentionner).

Pour la prise en compte de la mortalité, le pourcentage de survie qui résulte des tables de mortalité officielles (INSEE) distinctes pour les hommes et les femmes.

J.-J. BERTRAND
Commissaire aux Comptes
865 chemin des Lazaristes - CS 70040
01002 SAINT-DENIS LES BOURG CEDEX

5.6 Dettes

5.6.1 Dettes financières et autres dettes

ÉTAT DES DETTES		Montant brut	A 1 an au plus	A + d'1 an et 5 ans au +	A + de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles		-	-	-	-
Autres emprunts obligataires		-	-	-	-
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	à 1 an maximum à l'origine	-	-	-	-
	à plus d'1 an à l'origine	-	-	-	-
Emprunts et dettes financières divers		-	-	-	-
Fournisseurs et comptes rattachés		33 857	33 857	-	-
Dettes fiscales et sociales		324 788	324 788	-	-
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		-	-	-	-
Autres dettes		11 621	11 621	-	-
Produits constatés d'avance		101 391	101 391	-	-
TOTAL		471 657	471 657	-	-

5.6.2 Précisions sur d'autres dettes

5.6.2.1 Produits constatés d'avance

A la clôture de l'exercice le poste s'élève à 101 391 € :

- Filière AVC : 19 775 €
- Filière Gérontologique : 81 391 €
- Filière Incurie : 225 €



6 Informations relatives au Compte de résultat

Le compte de résultat est présenté selon les dispositions du plan comptable général sauf en ce qui concerne les opérations spécifiques qui suivent :

- Produits d'exploitation : cotisations, produits de tiers financeurs, utilisations des fonds dédiés ;
- Charges : aides financières, reports en fonds dédiés ;
- Contributions volontaires en nature (produits) et charges des contributions volontaires en nature.

6.1 Résultats par activité ou établissement

Déficit ou excédent de l'exercice	Déficit	Excédent
Gestion propre (= libre)	27 151,00	-
• Association	-	19 467,07
• CPSD	26 839,17	-
• CLIC	19 778,90	-
Gestion sous contrôle de tiers financeurs (= conventionnée)	48 255,84	-
• DAC	56 182,34	-
• Filières	-	7 926,50
Résultat de l'exercice	102 800,41	27 393,57



6.2 *Produits du compte de résultat*

6.2.1 *Produits de tiers financeurs*

6.2.1.1 *Concours publics et subventions d'exploitation*

Ce tableau présente les concours publics ou subventions perçus sur l'exercice 2023.

Nature du concours ou de la subvention	Union européenne	Etat	Collectivités territoriales	Caisse d'allocations familiales	Autres
Subvention DAC 2023		1 443 286			
Subvention ARS – Filières		136 300	240 864		
Subvention hors ARS		97 252	13 850		
Aides à l'emploi		5 333			

6.2.2 *Reprises sur dépréciations, provisions et transferts de charges*

- Reprises sur provisions pour risques et charges : 39 € ;
- Transferts de charges de personnel : 15 860 €.

J.-J. BERTRAND
Commissaire aux Comptes
865 chemin des Lazaristes - CS 70040
01002 SAINT-DENIS LES BOURG CEDEX

6.3 Contributions et charges des contributions, volontaires en nature (pied du compte de résultat)

Une contribution volontaire en nature est l'acte par lequel une personne physique ou morale apporte à une entité un travail, des biens ou des services à titre gratuit. Ceci correspond à :

- Des contributions en travail : bénévolat, mises à disposition de personnes ;
- Des contributions en biens : dons en nature redistribués ou consommés en l'état ;
- Des contributions en services : mises à disposition de locaux ou de matériel, prêt à usage, fourniture gratuite de services.

Une contribution est une participation, sous quelque forme que ce soit, à la réalisation d'une œuvre commune.

L'entité qui apporte ou affecte des biens en nature isolés ou des sommes en numéraire, à une personne morale de droit privé à but non lucratif, ne bénéficie, par cette opération, d'aucun droit sur le patrimoine de cette personne morale bénéficiaire.

- Ces apports ou affectations sont comptabilisés en charge à la date de signature de la convention ou des statuts.
- Les apports ou affectations sont soit en numéraire soit en nature.
- Les apports en nature correspondent à l'apport de tout bien qu'il soit matériel ou immatériel autre que l'argent.

La valorisation des apports de biens ou autres services se fait par référence au coût réel, comme la valeur locative des mises à disposition de locaux.

Notre entité a décidé de comptabiliser les contributions volontaires en nature suivantes :

- Nature de ces contributions : bénévolat ;
- Modalités qui lui ont permis de les quantifier : nombre d'heures réalisées ;
- Méthodes de valorisation : coût horaire de 20 €.

Nature de la contribution / modalités ayant permis de quantifier	Méthode de valorisation	Montant
Bénévolat – 603 heures	20 € / heure	12 060 €





7 Autres informations et engagements dont opérations et engagements envers les dirigeants

7.1 Informations relatives aux dirigeants (rémunérations, avances et crédits alloués, engagements en matière de retraite, pensions...)

Le montant total des « rémunérations des trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés ainsi que leurs avantages en nature » s'est élevé à 0 € en 2023.

Ce montant est en pratique communiqué ici bien que son information soit normalement prévue dans le « compte financier » par l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006 relative « à l'engagement éducatif ».



